

55417

Distr.

LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/V/2

3 octobre 1979

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Cinquième réunion du Groupe intergouvernemental
des négociations consacrées au Traité relatif
à l'établissement d'une zone d'échanges
préférentiels pour les Etats d'Afrique de
l'Est et d'Afrique australe

Addis-Abéba, (Ethiopie), 8-19 octobre 1979

MEMORANDUM RELATIF A LA LISTE COMMUNE DES PRODUITS
DESTINES A ETRE ECHANGES A L'INTERIEUR DE LA ZONE
D'ECHANGES PREFERENTIELS POUR LES ETATS D'AFRIQUE
DE L'EST ET D'AFRIQUE AUSTRALE

I. INTRODUCTION

A sa quatrième réunion, qui s'est tenue à Luanda (Angola), du 12 au 16 juin 1979, le Groupe intergouvernemental des négociations a examiné le document ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/IV/6/Add.1 (Mémoire relatif à la liste révisée des produits destinés à être échangés à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels), et ses membres sont convenus que compte tenu des lacunes constatées dans les listes de produits soumises par les divers Etats membres, la liste des produits présentant un intérêt pour les Etats membres, tant à l'exportation qu'à l'importation, (Annexe VII au mémoire) devrait être considérée comme une liste commune préliminaire ou indicative aux fins des échanges préférentiels à l'intérieur de la zone d'échanges préférentiels. Dans ces conditions, il a été décidé que les Etats membres fourniraient les renseignements nécessaires sur les barrières tarifaires et non tarifaires imposées aux différents produits au secrétariat de la CEA avant le 31 juillet 1979, afin de lui permettre d'entreprendre une analyse plus poussée des données et de soumettre à l'examen du Groupe intergouvernemental des négociations des recommandations visant à réduire de façon appropriée ou à supprimer les barrières tarifaires et non tarifaires.

Le présent mémoire a pour but d'analyser les renseignements actuellement disponibles afin de préciser comment il conviendrait d'envisager l'octroi mutuel de traitements préférentiels, et de soumettre à l'examen du Groupe des négociations des propositions visant à procéder aux réductions ou aux suppressions nécessaires en ce qui concerne les barrières tarifaires et non tarifaires affectant les produits retenus.

II. ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES PAR LES ETATS MEMBRES

Bien que lors de la réunion susmentionnée, il ait été décidé que les Etats membres devraient communiquer au secrétariat de la CEA les renseignements complémentaires nécessaires au plus tard le 31 juillet 1979, trois pays seulement ont fourni certains renseignements sur les produits qui présentent un intérêt pour eux tant à l'exportation qu'à l'importation, et deux d'entre eux n'ont donné de renseignements adéquats ni sur les quantités disponibles ou requises, ni sur les barrières tarifaires et non tarifaires. En conséquence, et compte tenu par ailleurs du fait que les renseignements fournis par d'autres pays étaient également insuffisants, il n'a pas été possible au secrétariat d'entreprendre une analyse exhaustive des barrières tarifaires et non tarifaires en vigueur entre les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Néanmoins, les produits présentant un intérêt à l'exportation et à l'importation ont été analysés dans les annexes I à IV au présent mémoire sur la base des renseignements actuellement disponibles.

L'Annexe I indique les produits présentant un intérêt à l'exportation et à l'importation figurant sur les listes soumises par divers pays membres.

L'Annexe II est une liste des produits ne présentant d'intérêt qu'à l'exportation.

L'Annexe III est une liste des produits ne présentant d'intérêt qu'à l'importation.

L'Annexe IV est la liste commune préliminaire révisée des produits classés par groupes, avec indication pour chaque produit des réductions ou des suppressions proposées en ce qui concerne les barrières tarifaires et non tarifaires.

On observera dans les Annexes II et III qu'à la suite des renseignements fournis par le Mozambique (nouvelles listes de produits présentant un intérêt à l'exportation et à l'importation), le Swaziland (nouvelle liste de produits présentant un intérêt à l'exportation) et la Zambie (listes révisées et plus restreintes de produits présentant un intérêt à l'exportation et à l'importation), il y a maintenant 59 produits qui ne présentent pas d'intérêt à l'importation et 33 qui n'en présentent pas à l'exportation. En conséquence, les produits présentant un intérêt pour les Etats membres, tant à l'exportation qu'à l'importation (liste commune préliminaire) sont maintenant au nombre de 84. En outre, il ressort de l'Annexe IV que la plupart des produits figurant sur la liste commune préliminaire sont des produits agricoles (en particulier des denrées alimentaires), ce qui fait ressortir l'importance du secteur agricole dans les échanges commerciaux à l'intérieur de la zone. Le nombre des produits qui relèvent de chacune des catégories figurant sur la liste commune préliminaire est le suivant :

Groupe I : Alimentation (à l'exclusion des produits de luxe) - 25 produits

Groupe II : Matières premières :

a) Agricoles - 8 produits

b) Non agricoles - 5 produits

Groupe III : Biens intermédiaires - 9 produits

Groupe IV : Biens de consommation manufacturés (à l'exclusion des articles de luxe)

a) Biens de consommation durables (à l'exception de ceux qui entrent dans les catégories c) et d) ci-dessous) - 3 produits

b) Biens de consommation non durables (à l'exclusion de ceux qui entrent dans les catégories c) et d) ci-dessous) - 16 produits

c) Biens de consommation hautement concurrents^{1/} - 4 produits

d) Biens de consommation présentant une importance particulière pour le développement économique - 6 produits

Groupe V : Biens d'équipement (y compris le matériel de transport) - 3 produits

Groupe VI : Produits de luxe - 5 produits

^{1/} Biens que produisent de nombreux pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe pour tenter de parvenir à l'autosuffisance et pour lesquels il y a nécessairement une sérieuse concurrence entre les pays membres.

III. DIFFERENTES FORMULES D'OCTROI MUTUEL DE PREFERENCES TARIFAIRES ET NON TARIFAIRES ENTRE LES PAYS MEMBRES D'AFRIQUE DE L'EST ET D'AFRIQUE AUSTRALE

Il existe au moins trois façons de concevoir la réduction ou la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires entre les pays membres d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Ce sont les suivantes :

- a) Accord sur un taux unique de réduction des tarifs qui serait appliqué par tous les Etats membres pour tous les produits retenus.
- b) Accord sur un pourcentage commun de réduction des tarifs qui serait appliqué par tous les Etats membres pour chaque produit ou groupe de produits.
- c) Accord sur la fixation d'un tarif commun pour la zone d'échanges préférentiels (soit immédiatement soit progressivement dans un délai déterminé), tarif qui serait appliqué par tous les Etats membres pour une liste restreinte de produits.

Bien que la formule c) ait l'avantage de mettre les Etats membres sur un pied d'égalité pour ce qui est des restrictions tarifaires et non tarifaires, certains pays seraient amenés à relever leurs tarifs et à les porter à un niveau supérieur à celui des tarifs applicables aux produits importés de pays tiers (à moins d'adopter un tarif commun inférieur au tarif le plus bas appliqué par l'un quelconque des Etats membres), ce qui irait à l'encontre du but recherché par l'instauration d'échanges préférentiels. En outre, cette formule entraînerait pour les pays qui devraient relever leurs tarifs douaniers une augmentation des recettes provenant des droits de douanes perçus sur les produits importés de pays de la zone d'échanges préférentiels, cependant que pour les pays qui réduiraient leurs tarifs douaniers, ces mêmes recettes diminueraient.

La formule a) permettrait aux pays membres de bénéficier d'un traitement préférentiel pour leurs échanges commerciaux, mais elle ne permettrait pas de tenir compte des conséquences pour chaque Etat membre de la diminution des recettes provenant des droits de douane, ni des différences qui existent entre les pays en matière d'économie ni de l'importance des divers produits pour le développement économique et social des pays.

La formule b), en revanche, pourrait permettre de prendre dûment en considération l'importance de chaque produit ou groupe de produits dans le développement économique des pays membres tout en préservant l'application d'un traitement préférentiel aux échanges commerciaux entre ces pays. En outre, cette solution pourrait aisément être adoptée pour supprimer progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires lors de la constitution d'un marché commun des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Il est donc proposé d'adopter la formule b) pour déterminer les traitements préférentiels, tarifaires et non tarifaires, que les pays membres doivent s'accorder mutuellement au titre des arrangements relatifs à la zone d'échanges préférentiels.

IV. LA STRUCTURE ET L'IMPORTANCE DES PREFERENCES TARIFAIRES ET NON TARIFAIRES QUE DOIVENT S'ACCORDER MUTUELLEMENT LES PAYS MEMBRES D'AFRIQUE DE L'EST ET D'AFRIQUE AUSTRALE

Pour déterminer la structure et l'importance des tarifs préférentiels que les pays doivent se consentir mutuellement pour les produits retenus, il convient de se souvenir que l'objectif de la zone d'échanges préférentiels est non seulement de favoriser les échanges commerciaux à l'intérieur de la zone, mais également de contribuer à permettre d'exploiter au maximum les ressources naturelles des pays en vue de développer les industries correspondantes dans les Etats membres. Les tarifs et autres traitements préférentiels que devraient s'accorder mutuellement les pays devraient donc viser à :

- a) Favoriser l'exploitation et l'utilisation intégrales des ressources locales (naturelles et humaines) pour assurer le développement et l'expansion des industries dans les Etats membres.
- b) Aider les pays de la zone d'échanges préférentiels à parvenir plus facilement à l'autosuffisance en matière de denrées alimentaires.
- c) Permettre aux produits de la zone d'échanges préférentiels de devenir plus compétitifs et encourager ainsi les Etats membres à avoir plus d'échanges commerciaux entre eux qu'avec des pays tiers.

En principe, ce sont les produits manufacturés à base de matériaux locaux qui devraient donc bénéficier des réductions de tarifs les plus importantes, cependant que les réductions les plus faibles devraient être appliquées aux produits de luxe fabriqués à partir d'éléments importés. Toutefois, compte tenu de la grande variété des produits qui entrent dans la catégorie des "produits manufacturés", il faut faire distinction, parmi eux, entre divers types, en fonction des quantités consommées et également de l'importance de ces produits pour le développement économique et social des Etats membres. En outre, compte tenu du fait que les pays souhaitent avoir des disponibilités alimentaires suffisantes pour couvrir leurs besoins, il faudrait accorder un traitement particulier aux denrées alimentaires.

Il convient également de noter que de façon générale, les pays membres d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe appliquent les restrictions tarifaires et non tarifaires les plus élevées aux importations de produits de luxe afin de percevoir des recettes et aux importations de produits semblables à ceux que produisent leurs propres industries à des fins protectionnistes. Les barrières tarifaires et non tarifaires les moins élevées sont en général appliquées aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires ainsi qu'aux autres produits indispensables au développement économique.

On ne peut donc parvenir à mettre en place un régime préférentiel efficace et valable entre les Etats membres en procédant à de faibles réductions des tarifs douaniers applicables aux biens d'équipement et aux biens intermédiaires car, en général, ces tarifs sont déjà peu élevés. D'autre part, une forte réduction des tarifs élevés (ceux qui affectent aux articles de luxe et aux marchandises produites par les industries du secteur protégé) entraînerait une forte baisse des recettes provenant des droits de douane pour les Etats membres concernés. Il faut donc réduire faiblement ou modérément les barrières tarifaires et non tarifaires qui affectent ces produits.

Compte tenu de la situation qui vient d'être décrite, il est proposé de réduire les tarifs au maximum de 70 p. 100 (pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires) et au minimum de 10 p. 100 (pour les articles de luxe). On trouvera à l'Annexe IV des renseignements détaillés sur les réductions des barrières tarifaires et non tarifaires proposées pour chacun des produits figurant sur la liste commune. Si l'on étudie de près cette annexe, on s'aperçoit que les réductions de tarifs proposées s'appliquent comme suit à divers produits qui, selon un certain nombre de pays, présentent pour eux un intérêt à l'importation :

- 10 p. 100 de réduction pour 5 produits pour lesquels il y a 4 pays importateurs.
- 30 p. 100 de réduction pour 29 produits pour lesquels il y a 12 pays importateurs.
- 35 p. 100 de réduction pour 15 produits pour lesquels il y a 8 pays importateurs.
- 40 p. 100 de réduction pour 3 produits pour lesquels il y a 3 pays importateurs.
- 50 p. 100 de réduction pour 8 produits pour lesquels il y a 5 pays importateurs.
- 60 p. 100 de réduction pour 5 produits pour lesquels il y a 5 pays importateurs.
- 65 p. 100 de réduction pour 10 produits pour lesquels il y a 10 pays importateurs.
- 70 p. 100 de réduction pour 9 produits pour lesquels il y a 9 pays importateurs.

Il est à noter que les réductions des barrières tarifaires et non tarifaires proposées à l'Annexe IV concernent des produits importés. Pour renforcer les arrangements en matière d'échanges préférentiels, il est en outre proposé de supprimer les droits de sortie et les autres taxes équivalentes ou bien les restrictions en matière d'exportation appliquées par tout Etat membre aux produits retenus.

V. APPLICATION DES ARRANGEMENTS RELATIFS AUX ECHANGES PREFERENTIELS

Compte tenu du fait qu'il faudra peut-être un certain temps aux Etats membres pour promulguer les lois nécessaires en ce qui concerne les tarifs et autres traitements préférentiels qu'il aura été convenu d'appliquer dans la zone d'échanges préférentiels et également pour permettre aux services du Trésor de procéder à des réajustements budgétaires pour tenir compte de la diminution prévue des recettes provenant des droits de douane, il est proposé que des tarifs et autres traitements préférentiels convenus entrent en vigueur six mois après la signature du Traité portant création de la zone d'échanges préférentiels. En outre, étant donné que les tarifs douaniers extérieurs des pays membres subiront probablement des modifications de temps à autre, il est proposé qu'afin de réduire les barrières tarifaires et non tarifaires, les tarifs de base soient ceux qui seront applicables aux produits retenus le 1er janvier 1980.

Il convient par ailleurs de noter que l'un des principes adoptés par le Groupe intergouvernemental des négociations lors de sa réunion inaugurale stipule que "les Etats membres négotieront de temps à autre la réduction et l'élimination entre eux des droits de douanes et toutes autres taxes d'effet équivalent frappant les importations et les exportations de certaines marchandises produites à l'intérieur de la zone". Il faut mettre en place, comme suite à cette décision, un organisme qui sera chargé d'entamer ces négociations. Il est donc proposé de créer un Comité d'experts conformément aux dispositions du Traité relatif à la zone d'échanges préférentiels afin d'entamer les négociations nécessaires et de soumettre des recommandations appropriées à l'examen des autorités compétentes afin qu'elles prennent une décision. A cet égard, il est en outre proposé de réexaminer tous les deux ans les réductions de tarifs et les autres arrangements en matière d'échanges préférentiels.